

COMMUNIQUE DE LA CEET

PROJET DE REFORMES ET D'INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE AU TOGO (PRISET)

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL(EIES)

A. MISE EN CONTEXTE DU PROJET

- **Présentation du promoteur**

Le promoteur du projet est la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET). Le siège social se trouve à Lomé 426, Avenue MAMA Fousséni B.P. 42- Lomé, tél. : (00228) 22 21 07 74.

La CEET a été créée par ordonnance n° 6312 du 20 mars 1963 pour assurer la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique. Pour bien réussir sa mission, la CEET se positionne comme un « Acteur économique majeur du développement, leader dans la distribution d'énergie électrique au Togo, une entreprise innovante et performante, présente dans la sous-région ». Le capital social est fixé à la somme de six cent trente millions (630 000 000) de francs CFA et est entièrement détenu par l'Etat togolais.

Les organes statutaires de la CEET se présentent comme suit : (i) le Conseil de Surveillance (CS), organe suprême de décision de la CEET; (ii) le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration de la CEET; (iii) la Direction Générale, organe de gestion courante de la CEET. A partir de 2017, la Direction Générale (DG) comporte neuf (09) directions centrales, six (06) sous directions et vingt-trois (23) départements. Les directions centrales sont chargées de l'inspection générale et de l'audit interne, des finances et de la comptabilité, de l'administration et des ressources humaines, du système d'information, du commercial, de la distribution et des mouvements d'énergie, des études et du développement et enfin, de l'exécution des projets. L'actuel Directeur Général de la CEET est M. Paul Mawusi KAKATSI.

- **Contexte et justification du projet**

Le secteur de l'électricité connaît des difficultés aux plans stratégique, institutionnel, financier et technique. Ce secteur nécessite de sa tutelle et de l'État un soutien institutionnel important et de développement de capacités. Les partenaires et institutions nationales unissent leurs efforts au côté de la CEET depuis quelques années déjà pour augmenter et améliorer la capacité de production et le rendement du secteur. Ceci justifie de nombreux projets en cours de réalisation ou planifiés pour le compte de la CEET.

La vétusté des équipements électriques, notamment les postes de transformation et les réseaux de distribution MT et BT, en particulier dans la capitale Lomé, engendre des pertes d'énergie importantes sur le réseau électrique de la CEET. Ceci a un effet sur l'efficacité de la CEET à offrir une énergie de qualité et occasionne un manque à gagner pour la société, ce qui affecte par conséquent les résultats financiers dans le secteur.

Dans le but de pallier à ces problèmes récurrents et améliorer le rendement sur le réseau de distribution électrique au Togo, la CEET, avec l'appui du Gouvernement togolais, a sollicité un financement auprès de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Projet de Réforme et

d'Investissements dans le Secteur de l'Énergie au Togo (PRISET). Ce projet devra permettre à terme d'améliorer la qualité des services électriques fournis aux clients de la CEET (population, entreprises) et brancher de nouveaux clients sur le réseau.

- **Présentation sommaire du projet**

Le projet soumis à la présente étude est le Projet de Réforme et d'Investissements dans le Secteur de l'Énergie au Togo (PRISET). Il a pour objectif général de contribuer à relever les défis de la réforme du secteur de l'énergie au Togo. Il est décliné en plusieurs objectifs spécifiques à savoir : (i) examiner et mettre à jour le cadre juridique et réglementaire dans le secteur, ii) fixer une nouvelle politique tarifaire pour assurer la viabilité financière du secteur, iii) réformer, renforcer et améliorer la gestion des services publics et (iv) réhabiliter, renforcer et étendre le réseau de distribution de la capitale Lomé et ses périphéries afin de réduire les pertes techniques, d'améliorer la qualité et la fiabilité de l'offre et d'améliorer l'accès aux services d'électricité.

Le projet comprend 3 composantes à savoir : (i) Composante 1: Amélioration de l'accès aux services électriques en milieu urbain ; (ii) Composante 2 : Réforme du secteur ; (iii) Composante 3 : Gestion de projet et formation. C'est la composante 1 du projet qui fait objet de la présente étude. Cette composante comprend :

La réhabilitation de réseau Moyenne Tension :

- Réhabilitation de trois (03) postes sources : Lomé A (Poste d'Akossombo), Lomé B (Poste de la zone portuaire) et Lomé C (Poste installée au siège de la CEET);
- Réhabilitation de 70,43 km de réseaux MT souterrains ;
- Réhabilitation de 41 postes de distribution MT/BT ;
- Reconstruction de 10 Postes en Cabine maçonné.

Le renforcement de réseaux Moyenne Tension :

- Construction de 38,2 km de réseaux MT souterrains ;
- Construction de 46 km de réseaux MT aériens ;
- Installation de 9 MVar de batteries de condensateurs ;
- Adaptation des postes MT/BT à la téléconduite ;
- Construction de deux (02) postes de réflexion ;
- Acquisition de 5 postes mobiles ;
- Acquisition des pièces de rechange.

L'extension de réseaux électriques et le raccordement de nouveaux abonnés :

- Construction de 3 km de réseaux MT aériens ;
- Construction de 5 postes de type préfabriqué ;
- Construction de 225 km de réseaux BT ;
- Acquisition de 20 000 kits de branchements.

Les caractéristiques principales des ouvrages pour l'extension de réseaux à construire sont les suivantes : (i) le réseau aérien Moyenne Tension (MT) sera construit en technique Rigide avec du câble Almélec 117 mm² pour les artères principales sur les poteaux métalliques en acier galvanisés à chaud ou en béton armé. La tension de service est de 20 kV ; (ii) le réseau souterrain Moyenne Tension (MT) sera construit avec du câble MT souterrain tripolaire isolée en 24 kV. La tension de service est de 20 kV ; (iii) Le réseau Basse Tension (BT) sera réalisé en faisceau de câbles

réassemblés suspendus sur support dont le choix sera en fonction des localités avec une portée à définir en mètres. Les sections de câble à utiliser seront le Câble Préassemblé et Torsadé BT 3 x 70 mm² + 1 x 54,6 mm² + 2 x 16 mm² Alu; (iv) les postes de transformation seront de type Haut de Poteau, sur portique, en cabine maçonné ou préfabriqué (enveloppe métallique en matériau inoxydable) avec des puissances comprises entre 160 kVA et 630 kVA.

- **Coût du projet et durée du projet**

Le coût de mise en œuvre de la composante 1 du PRISET (Amélioration de l'accès aux services électriques en milieu urbain) est estimé à 27 millions \$, soit 13,5 milliards de FCFA¹. La durée d'exécution des travaux de terrain de la composante 1 est de 12 mois.

- **Enjeux du projet et objectif de l'étude**

La composante 1 du PRISET faisant l'objet de la présente étude d'impact environnemental et social sera implémentée en milieux urbain et péri-urbain. Les principaux enjeux sont d'une part, la contribution effective du projet à l'amélioration de l'accès aux services énergétiques de qualité et l'augmentation du taux d'accès à l'électricité et d'autre part les enjeux environnementaux et sociaux notamment : (i) la gestion des biens situés dans l'emprise des travaux; (ii) la gestion des perturbations des activités économiques pouvant conduire à la détérioration des conditions de vie des personnes affectées durant les travaux; (iii) la maîtrise des risques d'électrocution, d'incendies, d'accident de circulation, d'accident du travail, etc. durant l'exécution des travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux électriques, de construction ou de renforcement des postes de transformation; (iv) la gestion de la perturbation d'accès aux services énergétiques des abonnés de la CEET durant les travaux de réhabilitation et de renforcement des équipements existants et les raccordements, (v) la gestion des équipements vétustes démantelés.

Aussi les textes en vigueur au Togo et les procédures du partenaire financier du PRISET exigent-ils qu'un tel projet fasse l'objet d'une étude d'impact environnemental et social. C'est pour se conformer à ces textes et demeurer fidèle à ses engagements de respect et de protection de l'Homme et son environnement dans le développement de ses activités que la CEET inscrit le présent projet dans un contexte de durabilité en le soumettant à une étude d'impact environnemental et social.

Les objectifs de l'étude sont de : (i) identifier les impacts positifs et négatifs du projet ainsi que les risques inhérents ; (ii) analyser ces impacts et risques; (iii) proposer un Plan de gestion environnementale et sociale et un Plan de gestion des risques en vue d'une meilleure prise en compte des préoccupations environnementales et sociales dans la mise en œuvre du projet.

B. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Conformément aux exigences de l'évaluation, l'étude a été réalisée à travers une approche participative incluant toutes les parties prenantes au projet, notamment les principaux acteurs de conception, de pilotage, de mise en œuvre ainsi que les bénéficiaires (directs et indirects). Ils ont été ainsi associés à toutes les phases et étapes clés de l'étude que sont : la revue des termes de

¹ Avec une conversion de 1 dollar = 500 FCFA

référence (TDR), les entretiens et réunions de travail avec les services techniques de la CEET et les membres de l'unité de gestion du projet, la recherche documentaire, les visites de sites, les entretiens avec les populations locales et les autorités administratives.

L'identification et l'évaluation des impacts sont faites sur la base des données de terrain et de l'observation directe en se servant respectivement de la matrice de Léopold et des grilles de caractérisation des impacts de Martin Fecteau. L'identification des risques quant à elle est faite en tenant compte de la consistance des travaux à exécuter, les infrastructures existantes (routes, caniveaux), etc.

C. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ÉTUDE

Cette étude a été réalisée conformément aux dispositions d'un certain nombre de documents de politiques, de textes législatifs et réglementaires applicables au projet.

Cadre politique nationale

Concernant le cadre politique, il s'agit : (i) au niveau national, de la Politique Nationale de l'Environnement, la Politique Nationale de l'Énergie, la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire, la politique nationale de l'eau et de l'assainissement, le Cadre Stratégique d'Investissements pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles (CSIGERN), le Plan national de développement (PND), le Plan National d'Action pour l'Environnement, le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE); la stratégie et le plan d'action pour la conservation de la biodiversité ; le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA) ; le Plan d'action forestier national (PAFN), etc.;

Politiques de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque Mondiale applicables au projet

Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale qui peuvent s'appliquer au projet notamment : la PO 4.01 « Évaluation Environnementale », la PO 4.11 Ressources Culturelles Physiques et la PO 4.12 « Réinstallation Involontaire de Populations ». Les Directives Générales de la Banque mondiale en matière d'Hygiène, Environnement et Sécurité et les dispositions et principes du HSE guideline de la Banque mondiale.

Cadre juridique

Concernant le cadre juridique, il s'agit des conventions internationales auxquelles le Togo est parti et les textes nationaux, entre autres : la Loi n°2008-005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement, la Loi n°2006-010 du 13 décembre 2006 portant code du travail au Togo, la Loi n°2018-003 du 31 janvier 2018 portant modification de la loi n°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales, la Loi n°2009-007 du 15 mai 2009 portant code de la santé publique en République togolaise, la Loi n°2010-004 du 14 juin 2010 portant code de l'eau, la Loi N°2011-006 du 21 février 2011 portant code de sécurité sociale au Togo, le Décret N°2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social, l'arrêté n°0151/MERF/CAB/ANGE du 22 décembre 2017 fixant la liste des activités et projets soumis à étude d'impact environnemental et social, l'arrêté n°0150/MERF/CAB/ANGE du 22 décembre

2017 fixant les modalités de participation du public aux Études d'Impact Environnemental et Social.

Cadre normatif

Les normes applicables dans le cadre du présent projet sont les normes relatives aux installations électriques, les normes relatives à la qualité de l'air, de l'eau, les normes relatives au bruit, les normes ISO 14000 relatives au Management environnemental et les normes ISO 2600 relatives au Management du risque, des normes techniques d'acquisition et d'installations notamment la norme NF C33-210 (série U 1000 RO 2V pour les câbles d'alimentation; la norme NF C33-210 pour les Câbles souterrains pour les départs BT, fusible BT de type N les normes C18-501 (NFEN 50110-1) et C18-502 (NFEN 50110-2) relatives à l'exploitations des installations électriques, etc.

Les normes, valeurs guides, standards, seuils et concentrations de rejets des institutions suivantes s'appliqueront: (i) Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Organisation Internationale du Travail (OIT), etc.

Cadre institutionnel national

Les différentes institutions nationales directement ou indirectement concernées par le PRISET sont les suivants concernant le cadre institutionnel: le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Protection de la Nature; le Ministère des Mines et des Énergies qui assure la tutelle de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET); le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales; le Ministère des Infrastructures et des Transports; le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique; le Ministère de la Défense et des anciens Combattants; le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile; etc.

D. Environnement biophysique et humain de la zone du projet

La zone du projet couvre principalement les préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé. La zone du projet fait partie de la zone écofloristique V du Togo dégradée pour des raisons d'urbanisation. Cette zone est soumise à un climat subéquatorial à deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches.

La population totale de la zone du projet est alors de 1 571 508 habitants. Il s'agit de la population du Grand Lomé couvrant les préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé. Dans le cadre du 4^e RGPH, l'ancienne Lomé commune qui comprenait 5 arrondissements s'élève à 839 566 habitants répartis en 402 172 hommes et 437 394 femmes². La population de la préfecture de l'ancienne préfecture du Golfe qui prend en compte les quartiers périphériques de la ville de Lomé est de 731 942 habitants répartis en 354 024 hommes et 377 918 femmes³.

Le commerce (gros et détail), l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat sont les principales activités socio-économiques des populations dans la zone du projet. A ces activités s'ajoutent l'administration publique et privée, les industries, les entreprises qui emploient une part importante de la population.

² Rapport définitif du 4^{ème} RGPH, 2010

³ Idem

E. IMPACTS IDENTIFIES

Les impacts identifiés dans le cadre de la présente étude sont de deux types : (i) les impacts positifs; et (ii) les impacts négatifs.

Impacts positifs

En phase de préparation et de construction, le projet aura pour impacts positifs : (i) l'Amélioration des conditions socio-économiques des prestataires, (ii) la création d'emplois pour les jeunes garçons et filles avec un accent sur l'emploi local pour les travaux de fouilles; (iii) l'amélioration du savoir-faire durant l'exécution des travaux d'installation électrique.

En Phase d'exploitation, le projet aura pour impacts positifs : (i) l'amélioration de l'accès aux services électriques de qualité; (ii) l'amélioration du taux d'accès des services énergétiques au niveau local et national; (iii) le développement activités génératrices de revenus; (iv) l'amélioration des conditions de vie et du confort des populations locales; (v) le développement de l'éclairage public et amélioration des conditions sécuritaires; (vi) meilleur fonctionnement des structures sanitaires et pharmaceutiques ; (vii) l'émergence d'unités industrielles manufacturières et de transformation; (viii) l'amélioration de l'aspect paysager avec l'élimination des lignes sauvages communément appelés « araignées ».

Impacts négatifs

Pour mieux identifier, évaluer et proposer des mesures convenables aux impacts négatifs du projet, le projet a été structuré en trois (03) composantes ou lots d'activités à savoir : (i) les travaux de construction et de renforcement des postes de transformation ; (ii) les travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux MT/BT aériens ; et (iii) les travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux MT souterrain.

Les impacts négatifs identifiés sont récapitulés par phase du projet dans les tableaux suivants :

Récapitulatif des impacts négatifs significatifs en phase de préparation

Lots d'activités	Impacts négatifs
Travaux de réhabilitation et de construction des Postes de transformation	Encombrement et insalubrité du sol
	Altération de la qualité de l'air par l'envol de poussière et l'émission des gaz
	Perte de la végétation
	Nuisances olfactives
	Perturbation des activités économiques autour des sites
Travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux MT/BT aériens	Perturbation des us et coutumes avec l'arrivée de travailleurs dans la zone et l'entretien des relations avec la population locale
	Perte de la végétation
Travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux MT/BT du réseau souterrain	Perturbation des us et coutumes avec l'arrivée de travailleurs dans la zone et l'entretien des relations avec la population locale

Récapitulatif des impacts négatifs significatifs en phase de construction

Lots d'activités	Impacts négatifs
Travaux de réhabilitation et de construction des Postes de transformation	Encombrement de la surface du sol par la terre des déblais et matériaux de construction
	Insalubrité des sites
	Modification de la topographie des sites d'emprunt des matériaux de construction
	Perturbation des zones adjacentes aux sites
	Altération de la qualité de l'air due au soulèvement de poussières sous l'effet du vent et aux émissions de GES par des véhicules de chantier
	Nuisances olfactives
	Nuisances sonores
	Perturbations de la circulation
Travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux MT/BT aériens et raccordements	Encombrement et insalubrité du sol par les équipements démontés et les déblais des fouilles pour l'implantation des poteaux et pylônes
	Altération de la qualité de l'air
	Nuisances olfactives
	Nuisances sonores
	Perturbations de la circulation
Travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension du réseau MT souterrain et raccordements	Pertes économiques dues à la perturbation des activités économiques
	Perturbation de la structure des sols
	Encombrement du sol
	Insalubrité des sites
	Altération de la qualité de l'air
	Perte de la végétation
	Disparition de la microfaune et de l'habitat faunique
	Nuisances olfactives
	Nuisances sonores
	Perturbations de la circulation
	Perturbation de l'accès aux maisons d'habitations et lieux de services, de cultes, etc.
	Destruction/endommagement des biens dans l'emprise des travaux
	Pertes économiques dues à la perturbation des activités économiques

Récapitulatif des impacts négatifs significatifs en phase d'exploitation

Lots d'activités	Impacts négatifs
Exploitation des Postes de transformation	Insalubrité des alentours des postes
	Nuisances olfactives
	Perturbation de l'écoulement normal des eaux pluviales
	Pertes d'emplois temporaires
Exploitation des Réseaux MT/BT aériens	Altération de la qualité de l'air due à la circulation des véhicules dans le cadre des travaux de maintenance et d'entretien
	Émission des ondes électromagnétiques, des bruits dus aux vibrations
	Pertes d'emplois temporaires
Exploitation du Réseau MT souterrain	Encombrement et insalubrité du sol due aux interventions ponctuelles sur le réseau souterrain
	Altération de la qualité de l'air due à la circulation des véhicules dans le cadre des travaux de maintenance et d'entretien
	Perturbation de la circulation
	Nuisances olfactives
	Pertes d'emplois temporaires

Récapitulatif des impacts négatifs significatifs en phase de fin d'exploitation

Lots d'activités	Impacts négatifs
Scénario : Démantèlement des installations	
Travaux de démantèlement des Postes de transformation	Modification de la structure du sol et encombrement par des déchets, déblais, gravats, etc.
	Altération de la qualité de l'air par les gaz à effet de serre et les poussières
	Disparition de la faune et d'habitats fauniques
	Pertes d'emplois
	Nuisances olfactives
	Nuisances sonores
Travaux de démantèlement des Réseaux MT/BT aériens	Encombrement par des équipements démantelés
	Altération de la qualité de l'air par les gaz à effet de serre et les poussières
	Pertes d'emplois
	Nuisances olfactives
	Nuisances sonores
	Perturbation de la circulation
Travaux de démantèlement du Réseau MT souterrain	Perturbation de la structure des sols
	Encombrement du sol
	Insalubrité des sites
	Perturbation des écoulements d'eau pluviale
	Altération de la qualité de l'air
	Perte de la végétation
	Disparition de la microfaune et de son habitat
	Nuisances olfactives
	Nuisances sonores
	Perturbations de la circulation
	Perturbation de l'accès aux maisons d'habitations et lieux de services, de cultes, etc.
	Destruction/endommagement des biens dans l'emprise des travaux
	Pertes économiques dues à la perturbation des activités économiques
	Pertes d'emplois
Scénario 2 : Cession	
Cession de l'exploitation à une autre société	Impacts non déterminés

F. RISQUES INHÉRENTS AU PROJET

Les risques identifiés dans le cadre de la présente étude sont présentés par phase et par lots d'activités dans les tableaux suivants.

Risques du projet en phase de préparation et de construction

Types d'activités	Risques
Risques communs à l'ensemble des travaux du projet	Risques d'accident de circulation
	Risque d'accident du travail
	Risques d'infections aux IST- VIH/SIDA et de grossesses
	Risque d'atteinte aux us et coutumes
	Risques d'atteinte à la Santé-Sécurité des employés
	Risque d'électrification et d'électrocution
	Risque de conflit avec les personnes exerçant les activités économiques autour des Postes à construire ou à réhabiliter
	Risque d'atteinte aux réseaux des services concédés

Risques spécifiques aux travaux de construction des postes de transformation	Risque de pollution du sol et des eaux par des huiles des transformateurs et des produits utilisés dans le cadre de la construction
	Risques de modification de la topographie des sites d'emprunt des matériaux de construction
	Risque d'incendie
Risques spécifiques aux travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension du réseau aérien	Risque de chute
Risques spécifiques aux travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension du réseau souterrain	Risque d'inondation
	Risques d'affaissement du sol et de stagnation d'eau
	Risque d'atteintes aux sites culturels et archéologiques
	Risque de fragilisation/écroulement de bâtiments, de boutiques, ateliers, etc.
	Risque d'atteinte à la santé-sécurité des riverains
	Risque d'endommagement des biens publics

Risques du projet en phase d'exploitation

Types d'activités	Risques
Risques communs à toutes les composantes du projet	Risque d'accident de circulation
	Risque d'accident du travail
	Risques d'électrisation et d'électrocution
	Risque d'atteinte à la santé-sécurité des travailleurs
Exploitation des Postes de transformation	Risques de pollution due à l'épandage d'huiles de transformateurs
	Risques de surtensions et de surintensités
	Risque de faible rendement des transformateurs
	Risques d'incendie et d'explosion
Exploitation et entretien du réseau aérien	Risque d'atteinte à la santé-sécurité des populations
	Risques d'atteintes par les effets du Champ électromagnétique
	Risque de chute
Exploitation et entretien du réseau souterrain	Risques d'atteintes aux réseaux des services concédés lors des interventions
	Risques d'infections aux IST- VIH/SIDA dans des cas d'intervention importante
	Risques d'atteinte à la santé-sécurité des riverains dans des cas d'intervention nécessitant des fouilles
	Risque de conflit avec les Personnes affectées par les travaux de fouilles lors de l'entretien/maintenance du réseau dans des cas d'intervention importante

Risques du projet en phase de fin d'exploitation

Scénarii et types d'activités	Risques
Cas de démantèlement	
Risques communs à toutes les composantes du projet	Risque d'accident de circulation
	Risque d'accident du travail
	Risques d'atteinte à la santé-sécurité des travailleurs
	Risques d'infections aux IST- VIH/SIDA et de grossesses
	Risque d'électrification et d'électrocution
	Risque de conflit avec les riverains et les personnes exerçant les activités économiques dans les emprises des travaux
Démantèlement des Postes de transformation	Risque de pollution du sol et des eaux
Démantèlement du réseau aérien	Risques d'atteintes aux réseaux des services concédés
	Risque de chute
Démantèlement du réseau souterrain	Risques d'atteintes aux sites culturels et archéologiques
	Risques d'atteintes aux réseaux des services concédés
	Risque d'inondation
	Risques d'affaissement du sol et de stagnation d'eau
	Risque de fragilisation/écroulement de bâtiments, de boutiques, ateliers, etc.
	Risque d'atteinte à la santé-sécurité des riverains en lien avec les fouilles
Cas de cession	
Cession	Risques non déterminés

NB. Dans la phase de fin d'exploitation, deux scénarii ont été analysés : le cas de démantèlement et le cas de cession. Le scénario abandon n'est pas envisageable en fin d'exploitation compte tenu du contexte urbain de la zone du projet.

G. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN DE GESTION DES RISQUES

Les impacts négatifs, les mesures d'atténuation et de compensation, les indicateurs vérifiables de mise en œuvre des mesures, les responsabilités de mise en œuvre et de contrôle/suivi, les coûts de mise en œuvre, etc. ont fait l'objet de préparation d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

Les risques, les mesures de prévention et de gestion, les responsabilités de mise en œuvre et de contrôle/suivi, les indicateurs vérifiables, les coûts de mise en œuvre, etc. ont aussi fait l'objet de préparation d'un Plan de Gestion des Risques (PGR).

Le PGES et le PGR constituent le cahier de charge du Maître d'ouvrage qui est tenu de mettre en œuvre ou de faire mettre en œuvre les mesures qu'ils contiennent.

H. PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET SUIVI

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet on distinguera : (i) la surveillance de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales; et (ii) le Contrôle et suivi-externe environnemental et social.

a) Surveillance de la mise en œuvre des mesures

❖ Activités de surveillance

La surveillance portera essentiellement sur les aspects suivants : (i) la mise en place des mesures environnementales et sociales prévues (vérifier si les mesures environnementales et sociales identifiées lors des différentes phases du projet sont appliquées) ; (ii) le respect des engagements des entreprises, basé sur la vérification des clauses environnementales du marché des travaux ; (iii) le respect des législations et réglementations en vigueur : vérifier que toutes les dispositions juridiques relatives aux éléments de l'environnement (air, sol, eau, faune, flore, déchets...) sont mises en œuvre comme prévu.

Les éléments nécessitant une surveillance dans le milieu biophysique sont, entre autres: (i) la salubrité des sites et de leurs environs; (ii) les types de déchets produits et leur quantité journalière; (iii) la qualité des eaux de surface; (iv) l'évolution de la qualité de l'eau souterraine en cas des déversement accidentels; (v) les modes de gestion des effluents lors des travaux de construction; (vi) le niveau d'émission de poussières, de gaz/fumées et de vapeurs dans l'atmosphère, (vii) mode de gestion de la végétation dans l'emprise des travaux; (viii) le reboisement compensatoire.

Les éléments du milieu humain concernés par le programme de surveillance sont, entre autres : (i) la sécurité et santé des travailleurs durant l'exécution des travaux; (ii) l'hygiène sur les sites; (iii) mode de gestion des toilettes et salubrité; (iv) les EPI adaptés mis à la disposition des employés et leur port effectif; (v) la réalisation des séances de sensibilisation et des renforcements de capacités; (vi) les carnets d'inscription à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et à d'autres polices d'assurance (vii) le traitement des travailleurs sur les sites; (viii) le niveau d'exposition des travailleurs durant les travaux; (ix) mode de réalisation des fouilles ; (x); les sources de dangers; (xi) les conditions d'entreposage des produits notamment dangereux; (xii) le mode de gestion des biens touchés; (xiii) l'effectivité des indemnisations; (xiv) le respect des calendriers et délais d'exécution; (xv) le comportement de la population locale; (xvi) niveau de perturbation de la circulation; (xvii) mode de signalisation des travaux et lors de la traversé des routes; (xviii) mode de gestion de la circulation (xix) types de plaintes et mode de gestion des plaintes; etc.

❖ Responsabilités de surveillance

Les responsabilités en matière de surveillance environnementale sont :

- le Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est chargé de veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation décrites dans le présent rapport, en les intégrant dans le contrat de l'Entreprise. Il veillera à la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et du Plan de Gestion des Risques (PGR) et s'attellera à la surveillance et au contrôle du Plan de gestion environnementale et sociale-

chantier, du Plan Assurance Environnement, du Plan Particulier de Gestion et d'Élimination des Déchets et du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ou Plan HSE (Hygiène Sécurité Environnement) qui seront mise en œuvre par l'Entreprise contractante. Ces Plans se fonderont sur les dispositions énumérées dans le PGES et le PGR.

Le Maître d'Ouvrage disposera d'une cellule Environnement qui intégrera en son sein des environnementalistes et des sociologues. Il faut noter qu'il existe déjà un Responsable environnement du projet. Compte tenu de la dimension de la zone du projet, le Maître d'ouvrage compte recruter un Consultant Contrôle PGES pour réaliser le suivi-interne de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Le Responsable environnement de la CEET et le Consultant contrôle PGES travailleront en étroite collaboration pour s'assurer que les mesures proposées dans le PGES et le PGR sont mises en œuvre par l'entreprise contractante.

Le Consultant contrôle PGES veillera sur les aspects environnementaux et sociaux, la gestion des déchets et le suivi des relations avec les communautés riveraines. En cas de nécessité, le Consultant Contrôle PGES, après échange avec le Responsable Environnement de la CEET, peut modifier les méthodes de travail afin d'atteindre les objectifs de protection des milieux biophysique et humain, sans pour autant perturber le calendrier global d'exécution des travaux.

Il produira mensuellement ou bimensuellement, selon le cas, un rapport sur la situation des aspects socio-environnementaux. Ce rapport devra indiquer tout problème d'ordre environnemental et social survenu sur le chantier. Il faut noter que le Consultant Contrôle PGES n'est pas responsable du contrôle et suivi externe réalisés par l'ANGE conformément à la réglementation en vigueur.

- *l'Entreprise contractante*

L'Entreprise contractante a la responsabilité d'appliquer effectivement et efficacement les prescriptions environnementales et sociales de la présente étude. Pour être plus opérationnelle, il est recommandé à l'Entreprise de disposer dans la liste du personnel clé d'un responsable Hygiène, Santé, Sécurité et Environnement (HSSE). Ce dernier aura la responsabilité de veiller au respect des clauses techniques environnementales et sociales après avoir répertorié les contraintes environnementales et sociales les plus délicates sur son chantier, d'intégrer la surveillance environnementale dans le journal de chantier, et de servir d'interlocuteur avec le Consultant PGES et le Responsable Environnement de la CEET sur les questions environnementales et sociales.

Le responsable HSSE disposera des pouvoirs nécessaires à l'application des dispositions prévues dans le cahier des clauses environnementales et sociales et des documents contractuels. Les documents de gestion environnementale et sociale du chantier sont les suivants :

- le Plan de Gestion Environnementale et Sociale - chantier (PGESC) ;
- le Plan Assurance Environnement (PAE) ;
- le Plan Particulier de Gestion et d'Élimination des Déchets (PPGED) ;
- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ou le Plan HSE (Hygiène Sécurité Environnement).

Le responsable HSSE devra avoir une bonne expérience en Hygiène, Santé, Sécurité et Environnement. Dans le cadre de ses tâches, il produira un rapport mensuel sur la situation de

l'hygiène, la santé, la sécurité et l'environnement sur le chantier. Ce rapport sera présenté au cours de la réunion de chantier.

❖ **Production des rapports périodiques de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales**

Conformément à l'article 53 du Décret N°2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social, la CEET adressera des rapports périodiques de l'exécution du PGES, du PGR et du PAR à l'ANGE. La périodicité des rapports est fixée dans le cadre des prescriptions relatives à la délivrance du certificat de conformité environnementale.

La CEET soumettra également des rapports périodiques à la Banque Mondiale conformément à la Politique opérationnelle PO 4.01 en matière d'étude d'impact environnemental. Durant l'exécution du projet, la CEET rendra compte : a) de l'application des mesures convenues avec la Banque sur la base des conclusions et des résultats de l'EIES, y compris la mise en œuvre du Plan de gestion environnementale et sociales; b) de l'état d'avancement des mesures d'atténuation ; et c) des résultats obtenus dans le cadre des programmes de surveillance.

En outre, les services de la Banque superviseront les aspects environnementaux du projet, sur la base des conclusions et des recommandations de l'EIES, y compris des mesures stipulées dans les accords juridiques, de tout Plan de gestion environnementale et sociale, et des autres documents du projet.

b) Contrôle et suivi environnemental et social

❖ **Activités de suivi et de contrôle environnemental et social**

Conformément à l'article 54 du Décret N°2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social, l'Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE) contrôle et assure le suivi de la mise en œuvre du PGES, du PGR et du PAR. L'ANGE veille à ce que le promoteur respecte, tout le long des phases d'aménagement, de construction, d'exploitation et de cessation du projet, les engagements et les obligations définies dans le PGES, le PGR et le PAR. Il faut noter que dans le cadre du présent projet, le PAR a fait l'objet d'une étude séparée.

Dans ses tâches l'ANGE associera les Collectivités territoriales (Préfecture du Golfe, Préfecture d'Agoè-Nyivé) et les Services techniques compétents. L'ANGE impliquera le Comité interministériel d'indemnisation (CII) dans le cadre du suivi de l'indemnisation des personnes affectées par le projet.

❖ **Renforcement de capacités pour le suivi environnemental et social**

Pour faciliter la prise en compte des exigences environnementales et sociales du projet, il sera organisé des réunions de renforcement des capacités des différents acteurs notamment la CEET, les Collectivités locales, l'ANGE et les organisations non-gouvernementales impliquées. Le renforcement des capacités sera fait à travers des réunions.

I. Mécanisme de gestion des plaintes

Le projet tel que planifié affectera des biens et des personnes lors de sa mise en œuvre. En vue de prévenir la survenance des conflits et leurs conséquences, le présent mécanisme est élaboré pour offrir un point d'accès aux individus, communautés et entreprises, pour recevoir et traiter les plaintes. Ce mécanisme se veut efficace, participatif et accessible à toutes les parties prenantes, pour prévenir ou résoudre les conflits par négociation, dialogue, enquête conjointe, etc. Il n'a pas la prétention d'être un préalable obligatoire encore moins de remplacer les canaux légaux de gestion des plaintes.

Le mécanisme prendra en charge les plaintes qui se rapportent à la conformité du processus de mise en œuvre, des impacts du projet, aux engagements de nature juridique fiduciaire, technique, environnemental et social vis-à-vis des parties prenantes et du public notamment affecté par le projet. Le PRISET encouragera l'expression des plaintes honnêtes pour en tirer des leçons à capitaliser pour les interventions en cours et à venir.

Les objectifs de ce mécanisme sont : (i) mettre à la disposition des personnes affectées ou qui risquent de l'être, une démarche accessible fluide, facile, rapide et adaptée pour soumettre leurs plaintes ou doléances par rapport au projet; (ii) identifier, proposer et mettre en œuvre les solutions justes et appropriées en réponse aux plaintes exprimées.

A travers la réalisation de ces objectifs, le mécanisme de gestion des plaintes permettra à titre d'avantage au PRISET de : (i) créer un environnement de confiance entre les parties prenantes; (ii) gérer les risques avant qu'ils ne prennent une ampleur regrettable; (iii) rectifier les erreurs non intentionnelles; (iv) apprendre par expérience en dégageant et en analysant les enseignements tirés du processus du mécanisme de gestion des plaintes, afin de créer une valeur ajoutée pour les interventions futures, en tirant les leçons de la gestion des connaissances des événements sources probables de conflits.

J. Coût de gestion environnementale et sociale

Les coûts de gestion environnementale et sociale sont récapitulés dans le tableau ci-dessous.

Rubriques	Coût estimatif (1 USD = 500 FCFA)	
	FCFA	USD
Mise en œuvre du Plan de gestion environnementale et sociale (PGES)	67 000 000	134 000
Mise en œuvre du Plan de gestion des risques (PGR)	59 800 000	119 600
Sous-Total 1	126 800 000	253 600
Surveillance de la mise en œuvre du PGES et du PGR	40 000 000	80 000
Suivi et contrôle externe de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales par l'ANGE	5 000 000*	10 000
Sous-Total 2	45 000 000	90 000
Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion environnementale et sociale du projet et l'opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes	25 000 000	50 000
Sous-Total 3	25 000 000	50 000
TOTAL	196 800 000	393 600

** Ce montant est fixé à titre indicatif, la convention de suivi environnemental et social qui sera signé entre l'ANGE et la CEET (conformément à l'article 55 du Décret N°2017-040/PR) fournira de précision sur ce montant.*

La mobilisation des fonds par la CEET pour un total de cent quatre-vingt-seize millions huit cent mille (196 800 000) FCFA, soit trois cent quatre-treize mille trois cent (393 600) USD⁴, constitue l'un des facteurs les plus importants afin que le projet s'inscrive dans la durabilité.

⁴ Il a été considéré le taux d'échange suivant : 1USD = 500 FCFA. Le taux de change peut fluctuer à la hausse ou à la baisse.